

HP France: les négociations au point mort ?

« Nous appelons tous les salariés du groupe à cesser le travail mardi 10 janvier à 10H00 et à se réunir devant l'entrée de chacun des sites pour des prises de paroles, des initiatives spectaculaires et des assemblées générales pour décider de la suite à donner au mouvement », écrit dans un communiqué l'intersyndicale CGT-CFDT. Rappelons que le plan de restructuration de HP, annoncé en septembre, prévoyait initialement la suppression de près de 6.000 emplois en Europe, dont 1.240 en France. Cette annonce avait provoqué des réactions au plus haut niveau de la classe politique, notamment avec, l'on s'en souvient, l'intervention du président de la République, mais aussi une forte mobilisation syndicale. Ces pressions ont conduit la direction à revoir le chiffre français à la baisse (886 postes, 940 selon la CGT) contre une renégociation des 35 heures. Ce nouveau plan social devait être soumis à une négociation prévue pour durer jusqu'à février. Elle a fait l'objet d'un protocole d'ouverture de négociation signé le 2 décembre entre la direction de HP France et quatre syndicats, CFDT, CFTC, CGC et FO, mais pas par la CGT, qui a dénoncé « un marchandage sur les 35H ». Mais les syndicats CGT et CFDT estiment que ces négociations sont au point mort. « Les commentateurs et le monde politique estiment que tout est réglé par le dialogue social. En fait on est loin du compte et tout est bloqué », a déclaré Michel Soumet, délégué CGT. « Le chiffre des suppressions de postes est toujours à 940 avec des sites ou des catégories durement touchés (Lyon L'Isle d'Abeau à 36 %, agences de province à 34 %, non cadres à 35 %). Sur les sites les plus touchés, les chances de reclassement seront pratiquement nulles sur place, ce qui entraînera des licenciements supplémentaires par refus de reclassement », poursuit le communiqué des deux syndicats. « La promesse de la direction d'un traitement social des licenciements dans la dignité n'est plus qu'un lointain souvenir. Le plan de préretraite proposé à ce jour ne devrait concerner qu'une centaine de salariés au grand maximum », ajoutent les syndicats. Une réunion sur le plan de sauvegarde de l'emploi (plan social) dans le cadre de l'accord de méthode doit avoir lieu mardi aux Ulis (Essonne), a précisé à l'AFP Michel Soumet, délégué CGT.